

ARRÊTÉ

ARRÊTÉ N° 2025-A-091 établissant la liste d'aptitude au grade d'animateur territorial au titre de la promotion interne 2025

Monsieur le Président du Centre de gestion de la fonction publique territoriale de l'Hérault,

VU le Code Général de la Fonction Publique, notamment ses articles L452-24, L523-1 et L523-5 ;

VU le décret n° 2011-558 modifié portant statut particulier du cadre d'emplois des animateurs territoriaux ;

VU l'arrêté n°2024-A-025 portant établissement des lignes directrices de gestion en matière de promotion interne ;

VU l'arrêté n°2024-A-094 établissant la liste d'aptitude au grade d'animateur territorial au titre de la promotion interne ;

CONSIDÉRANT que le calcul la clause de sauvegarde permet 5 inscriptions à répartir sur la liste d'aptitude d'animateur territorial et sur celle d'animateur territorial principal de 2^{ème} classe ;

CONSIDÉRANT que 2 agents sont inscrits sur la liste d'aptitude de promotion interne animateur territorial principal de 2^{ème} classe et qu'il reste 3 possibilités d'inscription pour la liste de promotion interne d'animateur territorial ;

ARRÊTE

Article 1^{er} : La liste d'aptitude d'accès au grade d'animateur territorial au titre de la promotion interne 2025 est arrêtée alphabétiquement ainsi qu'il suit, à compter du 01 octobre 2025 :

AGENT	COLLECTIVITÉ	DATE LIMITE DE VALIDITÉ
BOULATE Hervé	ST ANDRE DE SANGONIS	01/10/2027
FERRE Marc	ST JEAN DE VEDAS	01/10/2027
JOLLY Cécile	VALROS	01/10/2027

Article 2 : La liste d'aptitude d'accès au grade d'animateur territorial au titre de la promotion interne 2024 est renouvelée ainsi qu'il suit :

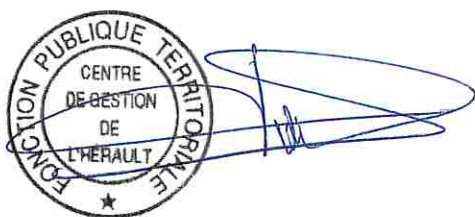
Agent	Collectivité	Date limite de validité
BOUISSET Carole	CTE COMM DU CLERMONTAIS	03/12/2026

Article 3 : Le présent arrêté est transmis à monsieur le Préfet de l'Hérault, affiché dans les locaux du centre de gestion de la fonction publique territoriale de l'Hérault (CDG 34) et sur le site internet de l'établissement.

Fait à Montpellier,

Le 29/09/2025,

Le président du CDG34,



Philippe VIDAL

Le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que celui-ci peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa transmission au représentant de l'Etat le 29/09/2025 et de sa publication le 01/10/2025.